

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1996 B 03145

Numéro SIREN : 409 869 708

Nom ou dénomination : ACOEM France

Ce dépôt a été enregistré le 27/08/2021 sous le numéro de dépôt B2021/033022

mazars

109 rue Tête d'Or
CS 10363
69451 Lyon Cedex 06

ACOEM FRANCE

**Rapport du commissaire aux comptes sur
les comptes annuels**

Exercice clos le 31 mars 2021

ACOEM FRANCE

Société par actions simplifiée

RCS : Lyon 409 869 708

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2021

A l'associé unique de la société ACOEM FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ACOEM FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Comme indiqué en annexe dans le paragraphe « Contrats long terme », votre société comptabilise les résultats sur les contrats longue durée selon la méthode de l'avancement, le pourcentage d'avancement étant calculé sur la base de résultats prévisionnels. En cas de constatation de pertes à terminaison, une provision pour risques et charges est enregistrée pour le montant global de la perte diminuée de la perte à l'avancement déjà constatée.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaisons des contrats, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidente et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Lyon, le 8 juillet 2021

Paul-Armel JUNNE

| Rubriques | Montant Brut | Amort. Prov. | 31/03/2021 | 31/03/2020 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | 446 073 | 446 073 | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 3 164 342 | 3 039 340 | 125 001 | 147 788 |
| Fonds commercial | 2 662 722 | 1 534 043 | 1 128 678 | 1 128 678 |
| Autres immobilisations incorporelles | 3 090 | | 3 090 | 3 500 |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | 7 856 | 7 856 | | |
| Constructions | 187 633 | 99 708 | 87 925 | 103 152 |
| Installations techniques, matériel, outillage | 3 569 116 | 3 317 675 | 251 440 | 302 709 |
| Autres immobilisations corporelles | 1 841 554 | 1 399 690 | 441 864 | 133 525 |
| Immobilisations en cours | 505 134 | | 505 134 | 6 146 |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 1 150 | 1 150 | | 1 150 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | 918 485 | | 918 485 | 754 273 |
| Autres immobilisations financières | 149 082 | | 149 082 | 102 495 |
| ACTIF IMMOBILISE | 13 456 237 | 9 845 536 | 3 610 700 | 2 683 416 |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | 2 628 910 | 508 534 | 2 120 375 | 1 593 179 |
| En-cours de production de biens | 248 302 | | 248 302 | 467 670 |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | 1 146 891 | 390 322 | 756 569 | 978 562 |
| Marchandises | 514 285 | 151 882 | 362 403 | 328 156 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 49 035 | | 49 035 | 36 039 |
| CREANCES | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 14 040 407 | 3 734 115 | 10 306 292 | 12 115 625 |
| Autres créances | 19 803 551 | | 19 803 551 | 9 555 064 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| DIVERS | | | | |
| Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) | | | | |
| Disponibilités | 4 496 138 | | 4 496 138 | 4 281 727 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | 491 318 | | 491 318 | 553 828 |
| ACTIF CIRCULANT | 43 418 835 | 4 784 854 | 38 633 982 | 29 909 850 |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecarts de conversion actif | 10 889 | | 10 889 | 20 091 |
| TOTAL GENERAL | 56 885 961 | 14 630 390 | 42 255 571 | 32 613 357 |

| Rubriques | | 31/03/2021 | 31/03/2020 |
|---|--------------------------------|-------------------|-------------------|
| Capital social ou individuel | (dont versé : 7 331 298) | 7 331 298 | 7 331 298 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | | 1 216 625 | 1 216 625 |
| Ecarts de réévaluation | (dont écart d'équivalence :) | | |
| Réserve légale | | 733 129 | 733 129 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours |) | | 654 940 |
| Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes |) | 654 940 | |
| Report à nouveau | | 2 695 695 | 31 338 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | | 2 961 419 | 2 664 356 |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | 340 869 | 227 246 |
| CAPITAUX PROPRES | | 15 933 974 | 12 858 932 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | |
| Avances conditionnées | | 50 000 | 38 966 |
| AUTRES FONDS PROPRES | | 50 000 | 38 966 |
| Provisions pour risques | | 806 767 | 1 268 854 |
| Provisions pour charges | | 2 065 872 | 2 005 176 |
| PROVISIONS | | 2 872 639 | 3 274 030 |
| DETTES FINANCIERES | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | 10 518 930 | 118 125 |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs |) | | 282 623 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | 827 088 | 569 422 |
| DETTES D'EXPLOITATION | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 4 547 749 | 7 076 253 |
| Dettes fiscales et sociales | | 6 246 029 | 6 801 351 |
| DETTES DIVERSES | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | | 14 020 | 14 244 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | |
| Produits constatés d'avance | | 1 238 842 | 1 562 090 |
| DETTES | | 23 392 658 | 16 424 108 |
| Ecarts de conversion passif | | 6 301 | 17 321 |
| TOTAL GENERAL | | 42 255 571 | 32 613 357 |

| Rubriques | France | Exportation | 31/03/2021 | 31/03/2020 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Ventes de marchandises | 1 801 269 | 1 016 094 | 2 817 362 | 2 454 043 |
| Production vendue de biens | 5 276 737 | 9 037 644 | 14 314 381 | 22 427 146 |
| Production vendue de services | 12 502 421 | 1 239 688 | 13 742 110 | 15 051 726 |
| CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | 19 580 427 | 11 293 426 | 30 873 853 | 39 932 914 |
| Production stockée | | | -451 843 | -283 090 |
| Production immobilisée | | | 48 970 | 33 954 |
| Subventions d'exploitation | | | 173 609 | 233 017 |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges | | | 1 433 455 | 217 888 |
| Autres produits | | | 1 140 905 | 2 025 315 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | 33 218 947 | 42 159 998 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 1 883 939 | 1 852 566 |
| Variation de stock (marchandises) | | | 68 975 | 118 386 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) | | | 4 110 150 | 4 397 817 |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | -451 974 | 330 280 |
| Autres achats et charges externes | | | 8 790 926 | 14 021 928 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 794 643 | 954 958 |
| Salaires et traitements | | | 9 106 066 | 11 572 483 |
| Charges sociales | | | 5 042 705 | 6 106 412 |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 405 452 | 594 107 |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | 102 996 | 561 982 |
| Dotations aux provisions | | | 242 289 | 768 115 |
| Autres charges | | | 58 248 | 165 065 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | 30 154 415 | 41 444 099 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | 3 064 532 | 715 899 |
| OPERATIONS EN COMMUN | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| Produits financiers de participations | | | 108 330 | 69 379 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | 52 710 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | 26 473 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | | 20 091 | 43 761 |
| Différences positives de change | | | 58 013 | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | 186 433 | 192 323 |
| Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions | | | 12 039 | 20 091 |
| Intérêts et charges assimilées | | | 1 | 40 |
| Différences négatives de change | | | 97 873 | 109 005 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| CHARGES FINANCIERES | | | 109 913 | 129 136 |
| RESULTAT FINANCIER | | | 76 520 | 63 187 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | | | 3 141 052 | 779 086 |

| Rubriques | 31/03/2021 | 31/03/2020 |
|---|-------------------|-------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | 20 539 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 59 840 | 5 456 781 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 59 840 | 5 477 320 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 211 | |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 84 617 | 3 381 994 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions | 113 623 | 113 623 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 198 451 | 3 495 617 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -138 611 | 1 981 703 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | 350 530 | 383 579 |
| Impôts sur les bénéfices | -309 508 | -287 147 |
| TOTAL DES PRODUITS | 33 465 220 | 47 829 641 |
| TOTAL DES CHARGES | 30 503 801 | 45 165 285 |
| BENEFICE OU PERTE | 2 961 419 | 2 664 356 |

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS ACOEM France

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2021, dont le total est de 42 255 571 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 2 961 419 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2020 au 31/03/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits marquants

Au cours de cet exercice, et pour faire face à la situation sanitaire exceptionnelle, la société Acoem France a souscrit à un prêt garanti par l'Etat (PGE) pour un montant de 10 M€ auprès d'un pool bancaire.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/03/2021 sont établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du règlement ANC (ANC 2020-09 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N°2014-03) relatif au Plan Comptable Général mis à jour des règlements complémentaires applicables à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle ou corporelle acquise séparément est constitué de :

- son prix d'achat y compris les droits de douanes et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlements, et
- de tous les coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de l'utilisation envisagée.

L'entreprise a retenu les durées d'amortissement suivantes :

- * Constructions : 20 ans, Linéaire
- * Matériel et outillage : 3 à 5 ans, Linéaire
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 4 à 6 ans, Linéaire
- * Matériel de transport : 3 ans, Linéaire
- * Matériel de bureau et informatique : 3 à 6 ans, Linéaire
- * Mobilier : 8 ans, Linéaire

Règles et méthodes comptables

Fonds commercial / Droit au bail

Au 31/03/2021, la valeur brute et la valeur nette comptable du fonds de commerce s'élèvent respectivement à 2 721 151 Euros et 1 128 679 Euros. Ce fonds de commerce et droit au bail sont issus des différentes acquisitions et croissances externes de la société Acoem France.

La valeur nette comptable des fonds de commerce et droit au bail se ventile comme suit :

- CVI : 59 852 Euros,
- MVI INSTRUMENTS : 169 767 Euros,
- ACLAN : 41 124 Euros,
- 01 DB : 522 114 Euros,
- METRAVIB : 335 822 Euros.

Dans le cadre de l'application du règlement ANC N°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps, il n'est donc pas amorti. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et de développement sont enregistrés dans les charges d'exploitation selon leur nature et ne font donc pas l'objet d'une inscription à l'actif du bilan.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition, sont rattachés au prix de revient des titres de participation. Ces frais d'acquisition font l'objet d'un amortissement fiscal selon le mode linéaire sur une durée de 5 ans.

Une dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

Au cours de cet exercice, la société Acoem France a déprécié en totalité la valeur des titres Acoem Hong Kong détenus.

Stocks

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CMUP).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les travaux en cours et les produits fabriqués sont déterminés selon leur coût de production, comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de productions, les amortissements de biens concourant à la production.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable lorsque la rotation induit un risque d'obsolescence des biens.

Créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale.

Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Règles et méthodes comptables

Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Le poste « provision pour risques et charges » figure au passif du bilan de l'exercice clos au 31/03/2021 pour un montant de 2 872 639 Euros dont 230 649 Euros au titre des garanties clients, 10 889 Euros pour des pertes de change, 2 065 872 Euros au titres des indemnités de départ à la retraite et 565 229 Euros pour d'autres risques et charges.

Contrats à long terme

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement (méthode préférentielle). Le pourcentage d'avancement est calculé sur la base des prévisions des résultats des contrats sur affaires.

En cas de contrat faisant apparaître une perte à terminaison, une provision pour risques et charges est enregistrée pour le montant global de la perte diminuée de la perte à l'avancement déjà constatée. Aucune perte à terminaison n'est comptabilisée au 31/03/2021.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Autres informations complémentaires

* **Convention d'intégration fiscale :**

Depuis le 01/01/2012, la société Acoem France est intégrée fiscalement avec la société Sas Actem, société tête de groupe.

La convention d'intégration fiscale prévoit que la charge d'impôt est supportée par la société comme en l'absence d'intégration fiscale. Elle est ainsi calculée sur son résultat fiscal propre. Les économies d'impôts réalisées, grâce aux déficits ou aux correctifs, avoirs fiscaux et crédits d'impôts, sont conservées chez la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice (l'exercice où la société deviendra bénéficiaire, la société mère supportera alors une charge d'impôt).

Le résultat fiscal propre à la société Acoem France au 31/03/2021 s'élève à + 2 859 867 Euros.

* **Consolidation des comptes :**

La société Acoem France fait partie du périmètre de consolidation de la Sas Bruno Rousset (SIREN : 539 797 936, siège social 6 Quai Saint Antoine 69289 Lyon Cedex 2) et fait l'objet d'une consolidation selon la méthode de l'intégration globale.

Règles et méthodes comptables

* **Rémunérations des organes d'administration, de direction :**

La société Acoem Group est Présidente de la société Acoem France et perçoit une rémunération dans le cadre d'une convention d'assistance. Le montant n'est pas communiqué car cela conduirait à donner une information personnelle et confidentielle.

* **Evénement significatif intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice :**

Au mois de mai 2021, la société a remboursé en intégralité le prêt garanti par l'Etat (PGE) qu'elle avait obtenu un an plus tôt pour un montant de 10 M€.

A l'exception de l'événement mentionné ci-dessus, aucun autre événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.

* **Honoraires des commissaires aux comptes :**

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 32 000 Euros, décomposé de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 32 000 Euros,
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L822-11 : 0 Euros

* **Indemnités de départ à la retraite :**

Les obligations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31/03/2021 et s'élèvent à 2 065 872 Euros. Ces indemnités font l'objet d'une comptabilisation (et ne figurent donc pas en engagements hors bilan).

Le montant mentionné en engagements hors bilan est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel, de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur les hypothèses suivantes :

- méthode de calcul choisie : rétrospective (méthode des unités de crédit projetées)
- taux de revalorisation des salaires : table de décroissance progressive
- taux d'actualisation : 0.74 %
- turn over : turn over moyen
- âge conventionnel de départ : 60-67 ans
- conditions de départ : départ à la retraite à l'initiative du salarié
- taux moyen de charges sociales – cadres : 42.70 %
- taux moyen de charges sociales – non cadres : 35.29%

| Rubriques | Début d'exercice | Réévaluation | Acquisit., apports |
|--|-------------------|--------------|--------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT | 446 073 | | |
| AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 5 759 953 | | 75 538 |
| Terrains | 7 856 | | |
| Dont composants | | | |
| Constructions sur sol propre | 44 400 | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Const. Install. générales, agenc., aménag. | 154 404 | | |
| Install. techniques, matériel et outillage ind. | 3 908 674 | | 161 082 |
| Installations générales, agenc., aménag. | 716 929 | | 349 716 |
| Matériel de transport | 3 580 | | 12 830 |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | 742 870 | | 27 747 |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 6 146 | | 505 134 |
| Avances et acomptes | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 5 584 859 | | 1 056 510 |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | |
| Autres participations | 1 150 | | |
| Autres titres immobilisés | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | 856 768 | | 213 289 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 857 918 | | 213 289 |
| TOTAL GENERAL | 12 648 802 | | 1 345 337 |

| Rubriques | Virement | Cession | Fin d'exercice | Valeur d'origine |
|---|----------|----------------|-------------------|------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT | | | 446 073 | |
| AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES | | 5 337 | 5 830 153 | |
| Terrains | | | 7 856 | |
| Constructions sur sol propre | | | 44 400 | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions, installations générales, agenc. | | 11 171 | 143 233 | |
| Installations techn., matériel et outillages ind. | -6 145 | 506 785 | 3 569 116 | |
| Installations générales, agencements divers | | | 1 066 646 | |
| Matériel de transport | | | 16 410 | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | 12 118 | 758 499 | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 6 145 | 1 | 505 134 | |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | 530 076 | 6 111 293 | |
| Participations évaluées par mise équivalence | | | | |
| Autres participations | | | 1 150 | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | 2 490 | 1 067 568 | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | 2 490 | 1 068 718 | |
| TOTAL GENERAL | | 537 903 | 13 456 237 | |

| Rubriques | Début d'exercice | Dotations | Reprises | Fin d'exercice |
|---|------------------|----------------|----------------|------------------|
| FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT | 446 073 | | | 446 073 |
| AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 3 839 700 | 93 910 | 512 | 3 933 098 |
| Terrains | 7 856 | | | 7 856 |
| Constructions sur sol propre | 6 105 | 2 220 | | 8 325 |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions installations générales,agenc.,aménag. | 89 547 | 13 007 | 11 171 | 91 383 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 3 605 966 | 214 303 | 502 594 | 3 317 675 |
| Installations générales, agenc. et aménag. divers | 658 899 | 37 418 | 56 | 696 261 |
| Matériel de transport | 2 285 | 1 220 | | 3 505 |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 668 670 | 43 373 | 12 118 | 699 925 |
| Emballages récupérables, divers | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 5 039 327 | 311 542 | 525 939 | 4 824 930 |
| TOTAL GENERAL | 9 325 100 | 405 452 | 526 451 | 9 204 101 |

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

| Rubriques | Dotations | | | Reprises | | | Mouvements amortissements fin exercice |
|-----------------------------|---------------------------------|----------------|------------------------|---------------------------------|----------------|------------------------|--|
| | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort.fisc. exception. | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort.fisc. exception. | |
| FRAIS ETBL AUT. INC. | | | | | | | |
| Terrains | | | 113 623 | | | | 113 623 |
| Construct. | | | | | | | |
| - sol propre | | | | | | | |
| - sol autrui | | | | | | | |
| - installations | | | | | | | |
| Install. Tech. | | | | | | | |
| Install. Gén. | | | | | | | |
| Mat. Transp. | | | | | | | |
| Mat bureau | | | | | | | |
| Embal récup. | | | | | | | |
| CORPOREL. | | | 113 623 | | | | 113 623 |
| Acquis. titre | | | | | | | |
| TOTAL | | | 113 623 | | | | 113 623 |

| Charges réparties sur plusieurs exercices | Début d'exercice | Augmentations | Dotations | Fin d'exercice |
|---|------------------|---------------|-----------|----------------|
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 7 331 298,00 Euros décomposé en 1 221 883 titres d'une valeur nominale de 6,00 Euro.

| | Nombre | Valeur Nominale |
|---|-----------|-----------------|
| Titres composant le capital social au début de l'exercice | 1 221 883 | 6,00 |
| Titres émis pendant l'exercice | | |
| Titres remboursés pendant l'exercice | | |
| Titres composant le capital social à la fin de l'exercice | 1 221 883 | 6,00 |

Affectation du résultat

Décision de l'Associé unique du 30/09/2020

| | Montant |
|--|------------------|
| Report à nouveau de l'exercice précédent | |
| Résultat de l'exercice précédent | 2 664 356 |
| Prélèvement sur les réserves | |
| Total des origines | 2 664 356 |
| Affectations aux réserves | |
| Distributions | |
| Autres répartitions | |
| Report à Nouveau | 2 664 356 |
| Total des affectations | 2 664 356 |

Capitaux propres

Tableau de variation des capitaux propres

| | Solde au 01/04/2020 | Affectation des résultats | Augmentations | Diminutions | Solde au 31/03/2021 |
|-------------------------------|------------------------|------------------------------|------------------|----------------|------------------------|
| Capital | 7 331 298 | | | | 7 331 298 |
| Primes d'émission | 1 216 625 | | | | 1 216 625 |
| Réserve légale | 733 129 | | | | - |
| Réserves générales | 654 940 | | | 654 940 | 733 129 |
| Autres réserves | | | 654 940 | | - |
| Report à nouveau | 31 338 | 2 664 356 | | | 654 940 |
| Résultat de l'exercice | 2 664 356 | - 2 664 356 | 2 961 419 | | 2 695 695 |
| Dividendes | | | | | 2 961 419 |
| Provisions réglementées | 227 246 | | 113 623 | | |
| Total Capitaux Propres | 12 858 932 | - | 3 729 982 | 654 940 | 15 933 974 |

| Rubriques | Début d'exercice | Dotations | Reprises | Fin d'exercice |
|---|------------------|----------------|------------------|------------------|
| Provisions gisements miniers, pétroliers | | | | |
| Provisions pour investissement | | | | |
| Provisions pour hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | 227 246 | 113 623 | | 340 869 |
| Dont majorations exceptionnelles de 30 % | | | | |
| Provisions pour prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| PROVISIONS REGLEMENTEES | 227 246 | 113 623 | | 340 869 |
| Provisions pour litiges | | | | |
| Provisions pour garanties données aux clients | 357 746 | | 127 097 | 230 649 |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| Provisions pour amendes et pénalités | | | | |
| Provisions pour pertes de change | 20 091 | 10 889 | 20 091 | 10 889 |
| Provisions pour pensions, obligations similaires | 2 005 176 | 146 282 | 85 587 | 2 065 872 |
| Provisions pour impôts | | | | |
| Provisions pour renouvellement immobilisations | | | | |
| Provisions pour gros entretiens, grandes révis. | | | | |
| Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 891 017 | 96 007 | 421 795 | 565 229 |
| PROVISIONS RISQUES ET CHARGES | 3 274 030 | 253 178 | 654 569 | 2 872 639 |
| Dépréciations immobilisations incorporelles | 640 286 | | | 640 286 |
| Dépréciations immobilisations corporelles | | | | |
| Dépréciations titres mis en équivalence | | | | |
| Dépréciations titres de participation | | 1 150 | | 1 150 |
| Dépréciations autres immobilis. financières | | | | |
| Dépréciations stocks et en cours | 1 239 664 | | 188 925 | 1 050 739 |
| Dépréciations comptes clients | 3 847 113 | 102 996 | 215 994 | 3 734 115 |
| Autres dépréciations | | | | |
| DEPRECIATIONS | 5 727 062 | 104 146 | 404 919 | 5 426 289 |
| TOTAL GENERAL | 9 228 338 | 470 947 | 1 059 488 | 8 639 797 |
| Dotations et reprises d'exploitation | | 345 285 | 1 039 397 | |
| Dotations et reprises financières | | 12 039 | 20 091 | |
| Dotations et reprises exceptionnelles | | 113 623 | | |
| Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice | | | | |

| ETAT DES CREANCES | Montant brut | 1 an au plus | plus d'un an |
|---|-------------------|-------------------|------------------|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | 918 485 | 24 343 | 894 142 |
| Autres immobilisations financières | 149 082 | | 149 082 |
| Clients douteux ou litigieux | 336 589 | 336 589 | |
| Autres créances clients | 13 703 818 | 13 703 818 | |
| Créance représentative de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 38 055 | 38 055 | |
| Sécurité Sociale et autres organismes sociaux | 72 729 | 72 729 | |
| Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices | 200 000 | 200 000 | |
| Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée | 303 001 | 303 001 | |
| Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés | | | |
| Etat, autres collectivités : créances diverses | 10 579 | 10 579 | |
| Groupe et associés | 18 475 695 | 18 475 695 | |
| Débiteurs divers | 703 492 | 703 492 | |
| Charges constatées d'avance | 491 318 | 491 318 | |
| TOTAL GENERAL | 35 402 843 | 34 359 619 | 1 043 224 |
| Montant des prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice | | | |
| Prêts et avances consentis aux associés | | | |

| ETAT DES DETTES | Montant brut | 1 an au plus | plus d'1 an,-5 ans | plus de 5 ans |
|---|-------------------|-------------------|--------------------|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine | 10 518 930 | 10 071 429 | 447 501 | |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 4 547 749 | 4 547 749 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 2 899 474 | 2 899 474 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 1 949 123 | 1 949 123 | | |
| Etat : impôt sur les bénéfices | 215 | 215 | | |
| Etat : taxe sur la valeur ajoutée | 1 065 518 | 1 065 518 | | |
| Etat : obligations cautionnées | | | | |
| Etat : autres impôts, taxes et assimilés | 331 699 | 331 699 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | 14 020 | 14 020 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | 1 238 842 | 1 238 842 | | |
| TOTAL GENERAL | 22 565 570 | 22 118 069 | 447 501 | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 10 518 930 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 157 091 | | | |
| Emprunts, dettes contractés auprès d'associés | | | | |

| Compte | Libellé | 31/03/2021 | 31/03/2020 | Ecart |
|---|--------------------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|
| Dettes Fournisseurs et comptes rattachés | | | | |
| 40810000 | FOURNISSEURS -FRES NON PARVENU | 648 419,31 | 657 383,45 - | 8 964,14 |
| 40820000 | FNP NON COLLECTIF | 570 293,76 | 1 473 796,21 - | 903 502,45 |
| 40823000 | FNP NON COLLECTIF THAILANDE | 1 417,18 | 1 511,14 - | 93,96 |
| Total Dettes Fournisseurs et comptes rattachés | | 1 220 130,25 | 2 132 690,80 - | 912 560,55 |
| Autres dettes | | | | |
| 41982000 | CLIENTS - AVOIRS A ETABLIR NC | 536 000,00 | - | 536 000,00 |
| Total Autres dettes | | 536 000,00 | - | 536 000,00 |
| Dettes fiscales et sociales | | | | |
| 42800000 | PERSONNEL CH.A PAYER-PDT A REC | 52 707,81 | 69 235,03 - | 16 527,22 |
| 42820000 | CONGES A PAYER | 1 001 716,76 | 1 107 972,65 - | 106 255,89 |
| 42830000 | PROVISION JRRT | 41 897,79 | 2 618,76 | 39 279,03 |
| 42831000 | PROVISION COMPTE EPARGNE TEMPS | 586 925,43 | 753 303,59 - | 166 378,16 |
| 42840000 | PROV POUR PARTICIPATION | 350 530,00 | 383 579,42 - | 33 049,42 |
| 42861000 | INTERESSEMENT SALARIES | 311 470,00 | 216 993,83 | 94 476,17 |
| 42868000 | PROV.PRIMES A PAYER | 240 678,72 | 248 918,22 - | 8 239,50 |
| 42869000 | PROV.PRIMES ENCADREMENT | 286 300,87 | 398 006,30 - | 111 705,43 |
| 43820000 | CH. SOC. S/ PROV CONGES PAYE | 510 875,55 | 565 066,14 - | 54 190,59 |
| 43830000 | CHARGES SOC.S/JRTT | 21 367,87 | 1 624,59 | 19 743,28 |
| 43831000 | CH SOCIALES / PROV CET | 299 331,97 | 384 184,83 - | 84 852,86 |
| 43850000 | PROV FORFAIT SOCIAL | 132 000,00 | 120 114,65 | 11 885,35 |
| 43860000 | ORGANISMES SOCIAUX CHARGES A P | 20 387,43 | - | 20 387,43 |
| 43860105 | ORG SOCIAUX CH. A P THAILANDE | 42,92 | 43,59 - | 0,67 |
| 43860300 | CONTRIBUTION LOGEMENT | 53 587,88 | 67 033,10 - | 13 445,22 |
| 43868000 | CH.SOCIALES/PRIMES A PAYER | 267 439,89 | 301 798,64 - | 34 358,75 |
| 44860000 | ETAT - AUTRES CHARGES PAYER | 266 749,00 | 207 610,00 | 59 139,00 |
| 44863000 | ETAT- FRAIS.A PAYER THAILANDE | 1 298,99 | 333,50 | 965,49 |
| Total Dettes fiscales et sociales | | 4 445 308,88 | 4 828 436,84 - | 383 127,96 |
| TOTAL CHARGES A PAYER | | 6 201 439,13 | 6 961 127,64 - | 1 295 688,51 |

| Compte | Libellé | 31/03/2021 | 31/03/2020 | Ecart |
|--|-----------------------------|----------------------|----------------------|-------------------|
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | | | | |
| 48600000 | CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 489 890,05 | 551 022,64 | -61 132,59 |
| 48600105 | CHARGES D'AVANCE THAILANDE | 1 428,28 | 2 805,30 | -1 377,02 |
| TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | | 491 318,33 | 553 827,94 | -62 509,61 |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | | | | |
| 48700000 | PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | -1 238 842,36 | -1 562 089,68 | 323 247,32 |
| TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | | -1 238 842,36 | -1 562 089,68 | 323 247,32 |

| Compte | Libellé | 31/03/2021 | 31/03/2020 | Ecart |
|---|--------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Clients et comptes rattachés | | | | |
| 41810000 | CLIENTS FACTURES A ETABLIR | 555 327,40 | 1 124 872,50 | - 569 545,10 |
| 41810105 | CLIENTS FAE THAILANDE | - | 197 107,18 | - 197 107,18 |
| 41820000 | CLIENTS - PRODUITS A RECEVOIR | 232 433,15 | 110 040,00 | 122 393,15 |
| Total Clients et comptes rattachés | | 787 760,55 | 1 432 019,68 | - 644 259,13 |
| Autres créances | | | | |
| 40980000 | FOURNISSEUR - AVOIR A RECEVOIR | 438 787,97 | 70 527,13 | 368 260,84 |
| 40982000 | FRS - AVOIRS A RECEVOIR NC | 124 000,00 | - | 124 000,00 |
| 43810000 | CH. SOC. SUR CHOMAGE PARTIEL | 12 197,77 | - | |
| 43860100 | FORMATION CONTINUE | 34 129,95 | 40 924,35 | |
| 43860200 | TAXE APPRENTISSAGE | 18 492,09 | 22 492,18 | |
| 43870000 | ORGANISMES A RECEVOIR | 7 908,98 | 17 966,61 | |
| 45580000 | ASSOCIES - INTERETS COURUS | 113 489,43 | - | |
| 46870000 | DIVERS PRODUITS A RECEVOIR | 116 880,73 | 287 792,00 | |
| Total autres créances | | 865 886,92 | 403 769,05 | 492 260,84 |
| TOTAL PRODUITS A RECEVOIR | | 1 653 647,47 | 1 835 788,73 | - 151 998,29 |

Chiffre d'affaires

Répartition par marché géographique

| | Solde au 31/03/2021 |
|---------------------------------|------------------------|
| CA réalisé en France | 19 580 427 |
| CA réalisé à l'Etranger | 11 293 426 |
| Total chiffre d'affaires | 30 873 853 |

Charges et produits d'exploitation et financiers

Transferts de charges d'exploitation et financières

| | Exploitation | Financier |
|--|----------------|-----------|
| 79100000 TRANSFERT DE CHARGES D'EXPLOITATION | 392 399 | |
| 79105000 REMBOURSEMENT ASSURANCE | 1 659 | |
| Total | 394 057 | - |

Autres informations

Effectif

Effectif présent au 31/03/2021 :

- Statut cadre : 125 personnes
- Statut non cadre : 101 personnes

| Rubriques | Terrains | Constructions | Matériel outillage | Autres immobilisations | Total |
|----------------------------------|----------|---------------|--------------------|------------------------|----------------|
| VALEUR D'ORIGINE | | | | 357 831 | 357 831 |
| AMORTISSEMENTS | | | | | |
| Cumul exercices antérieurs | | | | 105 289 | 105 289 |
| Exercice en cours | | | | 102 720 | 102 720 |
| TOTAL | | | | 208 009 | 208 009 |
| VALEUR NETTE | | | | 149 822 | 149 822 |
| REDEVANCES PAYEES | | | | | |
| Cumul exercices antérieurs | | | | 114 050 | 114 050 |
| Exercice en cours | | | | 96 389 | 96 389 |
| TOTAL | | | | 210 439 | 210 439 |
| REDEVANCES A PAYER | | | | | |
| A un an au plus | | | | 76 821 | 76 821 |
| A plus d'un an et moins de 5 ans | | | | 72 448 | 72 448 |
| A plus de cinq ans | | | | | |
| TOTAL | | | | 149 269 | 149 269 |
| VALEUR RESIDUELLE | | | | | |
| Montant pris en charge ds exerc. | | | | 96 389 | 96 389 |

| Engagements donnés | | | | | | |
|---|----------------|--------------|----------|----------------|--------------------------|----------------|
| Catégories d'engagements | Total | Au profit de | | | | |
| | | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |
| Garanties de bonne exécution ou de bonne fin. | 96 421 | | | | | 96 421 |
| Garanties de dispense de retenue de garantie. | 82 678 | | | | | 82 678 |
| Nantissements accordés. | 420 161 | | | | | 420 161 |
| TOTAL | 599 260 | | | | | 599 260 |

| Engagements reçus | | | | | | |
|-----------------------------------|------------------|--------------|----------|----------------|--------------------------|------------------|
| Catégories d'engagements | Total | Accordés par | | | | |
| | | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |
| Lignes de découvert non utilisées | 1 150 | | | | | 1 150 |
| Part garantie par l'Etat du PGE | 9 000 000 | | | | | 9 000 000 |
| TOTAL | 9 001 150 | | | | | 9 001 150 |

| Engagements réciproques | | | | | | |
|--------------------------|-------|------------|----------|----------------|--------------------------|--------|
| Catégories d'engagements | Total | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |
| TOTAL | | | | | | |

ACOEM France

Société par Actions Simplifiée au capital de 7 331 298 €
Siège social : 200 Chemin des Ormeaux – 69760 LIMONEST
409 869 708 RCS LYON

DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE DU 21 JUILLET 2021

DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT de l'exercice clos le 31 mars 2021

DEUXIEME DÉCISION

L'associée unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 mars 2021 s'élevant à 2 961 419 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 2 961 419 euros

A titre de dividendes 2 000 000 euros

Soit 1,64 euros par action

Le solde 961 419 euros

En totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à 3 657 114 euros.

La mise en paiement des dividendes interviendra à la discrétion de la direction administrative et financière et au plus tard le 31 décembre 2021.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2021 non éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 2 000 000 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Conformément à la loi, l'associée unique prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

| EXERCICE | DIVIDENDE | DIVIDENDE ARRONDI PAR TITRE | MONTANT ELIGIBLE A L'ABATTEMENT DE 40 % | MONTANT <u>NON</u> ELIGIBLE A L'ABATTEMENT DE 40 % |
|------------|-------------|--------------------------------|--|---|
| 31.03.2020 | néant | néant | néant | néant |
| 31.03.2019 | 6 910 000 € | 5,655 € | 0 € | 6 910 000 € |
| 31.03.2018 | 3 600 000 € | 2,95 € | 0 € | 3 600 000 € |

« Certifié conforme »

La Présidente

ACOEM GROUP

Pour Fcom Consulting, Présidente

M. Fabien CONDEMINE



mazars

109 rue Tête d'Or
CS 10363
69451 Lyon Cedex 06

ACOEM FRANCE

**Rapport du commissaire aux comptes sur
les comptes annuels**

Exercice clos le 31 mars 2021

ACOEM FRANCE

Société par actions simplifiée

RCS : Lyon 409 869 708

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2021

A l'associé unique de la société ACOEM FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ACOEM FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Comme indiqué en annexe dans le paragraphe « Contrats long terme », votre société comptabilise les résultats sur les contrats longue durée selon la méthode de l'avancement, le pourcentage d'avancement étant calculé sur la base de résultats prévisionnels. En cas de constatation de pertes à terminaison, une provision pour risques et charges est enregistrée pour le montant global de la perte diminuée de la perte à l'avancement déjà constatée.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaisons des contrats, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidente et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Lyon, le 8 juillet 2021

Paul-Armel JUNNE

| Rubriques | Montant Brut | Amort. Prov. | 31/03/2021 | 31/03/2020 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | 446 073 | 446 073 | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 3 164 342 | 3 039 340 | 125 001 | 147 788 |
| Fonds commercial | 2 662 722 | 1 534 043 | 1 128 678 | 1 128 678 |
| Autres immobilisations incorporelles | 3 090 | | 3 090 | 3 500 |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | 7 856 | 7 856 | | |
| Constructions | 187 633 | 99 708 | 87 925 | 103 152 |
| Installations techniques, matériel, outillage | 3 569 116 | 3 317 675 | 251 440 | 302 709 |
| Autres immobilisations corporelles | 1 841 554 | 1 399 690 | 441 864 | 133 525 |
| Immobilisations en cours | 505 134 | | 505 134 | 6 146 |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 1 150 | 1 150 | | 1 150 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | 918 485 | | 918 485 | 754 273 |
| Autres immobilisations financières | 149 082 | | 149 082 | 102 495 |
| ACTIF IMMOBILISE | 13 456 237 | 9 845 536 | 3 610 700 | 2 683 416 |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | 2 628 910 | 508 534 | 2 120 375 | 1 593 179 |
| En-cours de production de biens | 248 302 | | 248 302 | 467 670 |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | 1 146 891 | 390 322 | 756 569 | 978 562 |
| Marchandises | 514 285 | 151 882 | 362 403 | 328 156 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 49 035 | | 49 035 | 36 039 |
| CREANCES | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 14 040 407 | 3 734 115 | 10 306 292 | 12 115 625 |
| Autres créances | 19 803 551 | | 19 803 551 | 9 555 064 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| DIVERS | | | | |
| Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) | | | | |
| Disponibilités | 4 496 138 | | 4 496 138 | 4 281 727 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | 491 318 | | 491 318 | 553 828 |
| ACTIF CIRCULANT | 43 418 835 | 4 784 854 | 38 633 982 | 29 909 850 |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecarts de conversion actif | 10 889 | | 10 889 | 20 091 |
| TOTAL GENERAL | 56 885 961 | 14 630 390 | 42 255 571 | 32 613 357 |

| Rubriques | | 31/03/2021 | 31/03/2020 |
|---|--|-------------------|-------------------|
| Capital social ou individuel (dont versé : 7 331 298) | | 7 331 298 | 7 331 298 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | | 1 216 625 | 1 216 625 |
| Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :) | | | |
| Réserve légale | | 733 129 | 733 129 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours) | | | 654 940 |
| Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes) | | 654 940 | |
| Report à nouveau | | 2 695 695 | 31 338 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | | 2 961 419 | 2 664 356 |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | 340 869 | 227 246 |
| CAPITAUX PROPRES | | 15 933 974 | 12 858 932 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | |
| Avances conditionnées | | 50 000 | 38 966 |
| AUTRES FONDS PROPRES | | 50 000 | 38 966 |
| Provisions pour risques | | 806 767 | 1 268 854 |
| Provisions pour charges | | 2 065 872 | 2 005 176 |
| PROVISIONS | | 2 872 639 | 3 274 030 |
| DETTES FINANCIERES | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | 10 518 930 | 118 125 |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs) | | | 282 623 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | 827 088 | 569 422 |
| DETTES D'EXPLOITATION | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 4 547 749 | 7 076 253 |
| Dettes fiscales et sociales | | 6 246 029 | 6 801 351 |
| DETTES DIVERSES | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | | 14 020 | 14 244 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | |
| Produits constatés d'avance | | 1 238 842 | 1 562 090 |
| DETTES | | 23 392 658 | 16 424 108 |
| Ecarts de conversion passif | | 6 301 | 17 321 |
| TOTAL GENERAL | | 42 255 571 | 32 613 357 |

| Rubriques | France | Exportation | 31/03/2021 | 31/03/2020 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Ventes de marchandises | 1 801 269 | 1 016 094 | 2 817 362 | 2 454 043 |
| Production vendue de biens | 5 276 737 | 9 037 644 | 14 314 381 | 22 427 146 |
| Production vendue de services | 12 502 421 | 1 239 688 | 13 742 110 | 15 051 726 |
| CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | 19 580 427 | 11 293 426 | 30 873 853 | 39 932 914 |
| Production stockée | | | -451 843 | -283 090 |
| Production immobilisée | | | 48 970 | 33 954 |
| Subventions d'exploitation | | | 173 609 | 233 017 |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges | | | 1 433 455 | 217 888 |
| Autres produits | | | 1 140 905 | 2 025 315 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | 33 218 947 | 42 159 998 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 1 883 939 | 1 852 566 |
| Variation de stock (marchandises) | | | 68 975 | 118 386 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) | | | 4 110 150 | 4 397 817 |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | -451 974 | 330 280 |
| Autres achats et charges externes | | | 8 790 926 | 14 021 928 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 794 643 | 954 958 |
| Salaires et traitements | | | 9 106 066 | 11 572 483 |
| Charges sociales | | | 5 042 705 | 6 106 412 |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 405 452 | 594 107 |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | 102 996 | 561 982 |
| Dotations aux provisions | | | 242 289 | 768 115 |
| Autres charges | | | 58 248 | 165 065 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | 30 154 415 | 41 444 099 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | 3 064 532 | 715 899 |
| OPERATIONS EN COMMUN | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| Produits financiers de participations | | | 108 330 | 69 379 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | 52 710 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | 26 473 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | | 20 091 | 43 761 |
| Différences positives de change | | | 58 013 | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | 186 433 | 192 323 |
| Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions | | | 12 039 | 20 091 |
| Intérêts et charges assimilées | | | 1 | 40 |
| Différences négatives de change | | | 97 873 | 109 005 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| CHARGES FINANCIERES | | | 109 913 | 129 136 |
| RESULTAT FINANCIER | | | 76 520 | 63 187 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | | | 3 141 052 | 779 086 |

| Rubriques | 31/03/2021 | 31/03/2020 |
|---|-------------------|-------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | 20 539 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 59 840 | 5 456 781 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 59 840 | 5 477 320 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 211 | |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 84 617 | 3 381 994 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions | 113 623 | 113 623 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 198 451 | 3 495 617 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -138 611 | 1 981 703 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | 350 530 | 383 579 |
| Impôts sur les bénéfices | -309 508 | -287 147 |
| TOTAL DES PRODUITS | 33 465 220 | 47 829 641 |
| TOTAL DES CHARGES | 30 503 801 | 45 165 285 |
| BENEFICE OU PERTE | 2 961 419 | 2 664 356 |

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS ACOEM France

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2021, dont le total est de 42 255 571 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 2 961 419 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2020 au 31/03/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits marquants

Au cours de cet exercice, et pour faire face à la situation sanitaire exceptionnelle, la société Acoem France a souscrit à un prêt garanti par l'Etat (PGE) pour un montant de 10 M€ auprès d'un pool bancaire.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/03/2021 sont établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du règlement ANC (ANC 2020-09 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N°2014-03) relatif au Plan Comptable Général mis à jour des règlements complémentaires applicables à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle ou corporelle acquise séparément est constitué de :

- son prix d'achat y compris les droits de douanes et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlements, et
- de tous les coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de l'utilisation envisagée.

L'entreprise a retenu les durées d'amortissement suivantes :

- * Constructions : 20 ans, Linéaire
- * Matériel et outillage : 3 à 5 ans, Linéaire
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 4 à 6 ans, Linéaire
- * Matériel de transport : 3 ans, Linéaire
- * Matériel de bureau et informatique : 3 à 6 ans, Linéaire
- * Mobilier : 8 ans, Linéaire

Règles et méthodes comptables

Fonds commercial / Droit au bail

Au 31/03/2021, la valeur brute et la valeur nette comptable du fonds de commerce s'élevaient respectivement à 2 721 151 Euros et 1 128 679 Euros. Ce fonds de commerce et droit au bail sont issus des différentes acquisitions et croissances externes de la société Acoem France.

La valeur nette comptable des fonds de commerce et droit au bail se ventile comme suit :

- CVI : 59 852 Euros,
- MVI INSTRUMENTS : 169 767 Euros,
- ACLAN : 41 124 Euros,
- 01 DB : 522 114 Euros,
- METRAVIB : 335 822 Euros.

Dans le cadre de l'application du règlement ANC N°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps, il n'est donc pas amorti. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et de développement sont enregistrés dans les charges d'exploitation selon leur nature et ne font donc pas l'objet d'une inscription à l'actif du bilan.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition, sont rattachés au prix de revient des titres de participation. Ces frais d'acquisition font l'objet d'un amortissement fiscal selon le mode linéaire sur une durée de 5 ans.

Une dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

Au cours de cet exercice, la société Acoem France a déprécié en totalité la valeur des titres Acoem Hong Kong détenus.

Stocks

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CMUP).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les travaux en cours et les produits fabriqués sont déterminés selon leur coût de production, comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de productions, les amortissements de biens concourant à la production.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable lorsque la rotation induit un risque d'obsolescence des biens.

Créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale.

Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Règles et méthodes comptables

Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Le poste « provision pour risques et charges » figure au passif du bilan de l'exercice clos au 31/03/2021 pour un montant de 2 872 639 Euros dont 230 649 Euros au titre des garanties clients, 10 889 Euros pour des pertes de change, 2 065 872 Euros au titres des indemnités de départ à la retraite et 565 229 Euros pour d'autres risques et charges.

Contrats à long terme

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement (méthode préférentielle). Le pourcentage d'avancement est calculé sur la base des prévisions des résultats des contrats sur affaires.

En cas de contrat faisant apparaître une perte à terminaison, une provision pour risques et charges est enregistrée pour le montant global de la perte diminuée de la perte à l'avancement déjà constatée. Aucune perte à terminaison n'est comptabilisée au 31/03/2021.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Autres informations complémentaires

* **Convention d'intégration fiscale :**

Depuis le 01/01/2012, la société Acoem France est intégrée fiscalement avec la société Sas Actem, société tête de groupe. La convention d'intégration fiscale prévoit que la charge d'impôt est supportée par la société comme en l'absence d'intégration fiscale. Elle est ainsi calculée sur son résultat fiscal propre. Les économies d'impôts réalisées, grâce aux déficits ou aux correctifs, avoirs fiscaux et crédits d'impôts, sont conservées chez la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice (l'exercice où la société deviendra bénéficiaire, la société mère supportera alors une charge d'impôt).

Le résultat fiscal propre à la société Acoem France au 31/03/2021 s'élève à + 2 859 867 Euros.

* **Consolidation des comptes :**

La société Acoem France fait partie du périmètre de consolidation de la Sas Bruno Rousset (SIREN : 539 797 936, siège social 6 Quai Saint Antoine 69289 Lyon Cedex 2) et fait l'objet d'une consolidation selon la méthode de l'intégration globale.

Règles et méthodes comptables

* **Rémunérations des organes d'administration, de direction :**

La société Acoem Group est Présidente de la société Acoem France et perçoit une rémunération dans le cadre d'une convention d'assistance. Le montant n'est pas communiqué car cela conduirait à donner une information personnelle et confidentielle.

* **Evénement significatif intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice :**

Au mois de mai 2021, la société a remboursé en intégralité le prêt garanti par l'Etat (PGE) qu'elle avait obtenu un an plus tôt pour un montant de 10 M€.

A l'exception de l'événement mentionné ci-dessus, aucun autre événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.

* **Honoraires des commissaires aux comptes :**

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 32 000 Euros, décomposé de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 32 000 Euros,
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L822-11 : 0 Euros

* **Indemnités de départ à la retraite :**

Les obligations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31/03/2021 et s'élèvent à 2 065 872 Euros. Ces indemnités font l'objet d'une comptabilisation (et ne figurent donc pas en engagements hors bilan).

Le montant mentionné en engagements hors bilan est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel, de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur les hypothèses suivantes :

- méthode de calcul choisie : rétrospective (méthode des unités de crédit projetées)
- taux de revalorisation des salaires : table de décroissance progressive
- taux d'actualisation : 0.74 %
- turn over : turn over moyen
- âge conventionnel de départ : 60-67 ans
- conditions de départ : départ à la retraite à l'initiative du salarié
- taux moyen de charges sociales – cadres : 42.70 %
- taux moyen de charges sociales – non cadres : 35.29%

| Rubriques | Début d'exercice | Réévaluation | Acquisit., apports |
|--|-------------------|--------------|--------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT | 446 073 | | |
| AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 5 759 953 | | 75 538 |
| Terrains | 7 856 | | |
| Dont composants | | | |
| Constructions sur sol propre | 44 400 | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Const. Install. générales, agenc., aménag. | 154 404 | | |
| Install. techniques, matériel et outillage ind. | 3 908 674 | | 161 082 |
| Installations générales, agenc., aménag. | 716 929 | | 349 716 |
| Matériel de transport | 3 580 | | 12 830 |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | 742 870 | | 27 747 |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 6 146 | | 505 134 |
| Avances et acomptes | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 5 584 859 | | 1 056 510 |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | |
| Autres participations | 1 150 | | |
| Autres titres immobilisés | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | 856 768 | | 213 289 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 857 918 | | 213 289 |
| TOTAL GENERAL | 12 648 802 | | 1 345 337 |

| Rubriques | Virement | Cession | Fin d'exercice | Valeur d'origine |
|---|----------|----------------|-------------------|------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT | | | 446 073 | |
| AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES | | 5 337 | 5 830 153 | |
| Terrains | | | 7 856 | |
| Constructions sur sol propre | | | 44 400 | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions, installations générales, agenc. | | 11 171 | 143 233 | |
| Installations techn., matériel et outillages ind. | -6 145 | 506 785 | 3 569 116 | |
| Installations générales, agencements divers | | | 1 066 646 | |
| Matériel de transport | | | 16 410 | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | 12 118 | 758 499 | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 6 145 | 1 | 505 134 | |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | 530 076 | 6 111 293 | |
| Participations évaluées par mise équivalence | | | | |
| Autres participations | | | 1 150 | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | 2 490 | 1 067 568 | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | 2 490 | 1 068 718 | |
| TOTAL GENERAL | | 537 903 | 13 456 237 | |

| Rubriques | Début d'exercice | Dotations | Reprises | Fin d'exercice |
|---|------------------|----------------|----------------|------------------|
| FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT | 446 073 | | | 446 073 |
| AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 3 839 700 | 93 910 | 512 | 3 933 098 |
| Terrains | 7 856 | | | 7 856 |
| Constructions sur sol propre | 6 105 | 2 220 | | 8 325 |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions installations générales,agenc.,aménag. | 89 547 | 13 007 | 11 171 | 91 383 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 3 605 966 | 214 303 | 502 594 | 3 317 675 |
| Installations générales, agenc. et aménag. divers | 658 899 | 37 418 | 56 | 696 261 |
| Matériel de transport | 2 285 | 1 220 | | 3 505 |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 668 670 | 43 373 | 12 118 | 699 925 |
| Emballages récupérables, divers | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 5 039 327 | 311 542 | 525 939 | 4 824 930 |
| TOTAL GENERAL | 9 325 100 | 405 452 | 526 451 | 9 204 101 |

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

| Rubriques | Dotations | | | Reprises | | | Mouvements amortissements fin exercice |
|---|---------------------------------|----------------|------------------------|---------------------------------|----------------|------------------------|--|
| | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort.fisc. exception. | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort.fisc. exception. | |
| FRAIS ETBL AUT. INC. | | | | | | | |
| Terrains | | | 113 623 | | | | 113 623 |
| Construct. - sol propre - sol autrui - installations | | | | | | | |
| Install. Tech. | | | | | | | |
| Install. Gén. | | | | | | | |
| Mat. Transp. | | | | | | | |
| Mat bureau | | | | | | | |
| Embal récup. | | | | | | | |
| CORPOREL. | | | 113 623 | | | | 113 623 |
| Acquis. titre | | | | | | | |
| TOTAL | | | 113 623 | | | | 113 623 |

| Charges réparties sur plusieurs exercices | Début d'exercice | Augmentations | Dotations | Fin d'exercice |
|---|------------------|---------------|-----------|----------------|
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 7 331 298,00 Euros décomposé en 1 221 883 titres d'une valeur nominale de 6,00 Euro.

| | Nombre | Valeur Nominale |
|---|-----------|-----------------|
| Titres composant le capital social au début de l'exercice | 1 221 883 | 6,00 |
| Titres émis pendant l'exercice | | |
| Titres remboursés pendant l'exercice | | |
| Titres composant le capital social à la fin de l'exercice | 1 221 883 | 6,00 |

Affectation du résultat

Décision de l'Associé unique du 30/09/2020

| | Montant |
|--|------------------|
| Report à nouveau de l'exercice précédent | |
| Résultat de l'exercice précédent | 2 664 356 |
| Prélèvement sur les réserves | |
| Total des origines | 2 664 356 |
| Affectations aux réserves | |
| Distributions | |
| Autres répartitions | |
| Report à Nouveau | 2 664 356 |
| Total des affectations | 2 664 356 |

Capitaux propres

Tableau de variation des capitaux propres

| | Solde au 01/04/2020 | Affectation des résultats | Augmentations | Diminutions | Solde au 31/03/2021 |
|-------------------------------|------------------------|------------------------------|------------------|----------------|------------------------|
| Capital | 7 331 298 | | | | 7 331 298 |
| Primes d'émission | 1 216 625 | | | | 1 216 625 |
| Réserve légale | 733 129 | | | | - |
| Réserves générales | 654 940 | | | 654 940 | 733 129 |
| Autres réserves | | | 654 940 | | - |
| Report à nouveau | 31 338 | 2 664 356 | | | 654 940 |
| Résultat de l'exercice | 2 664 356 | - 2 664 356 | 2 961 419 | | 2 695 695 |
| Dividendes | | | | | 2 961 419 |
| Provisions réglementées | 227 246 | | 113 623 | | |
| Total Capitaux Propres | 12 858 932 | - | 3 729 982 | 654 940 | 15 933 974 |

| Rubriques | Début d'exercice | Dotations | Reprises | Fin d'exercice |
|---|------------------|----------------|------------------|------------------|
| Provisions gisements miniers, pétroliers | | | | |
| Provisions pour investissement | | | | |
| Provisions pour hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | 227 246 | 113 623 | | 340 869 |
| Dont majorations exceptionnelles de 30 % | | | | |
| Provisions pour prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| PROVISIONS REGLEMENTEES | 227 246 | 113 623 | | 340 869 |
| Provisions pour litiges | | | | |
| Provisions pour garanties données aux clients | 357 746 | | 127 097 | 230 649 |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| Provisions pour amendes et pénalités | | | | |
| Provisions pour pertes de change | 20 091 | 10 889 | 20 091 | 10 889 |
| Provisions pour pensions, obligations similaires | 2 005 176 | 146 282 | 85 587 | 2 065 872 |
| Provisions pour impôts | | | | |
| Provisions pour renouvellement immobilisations | | | | |
| Provisions pour gros entretiens, grandes révis. | | | | |
| Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 891 017 | 96 007 | 421 795 | 565 229 |
| PROVISIONS RISQUES ET CHARGES | 3 274 030 | 253 178 | 654 569 | 2 872 639 |
| Dépréciations immobilisations incorporelles | 640 286 | | | 640 286 |
| Dépréciations immobilisations corporelles | | | | |
| Dépréciations titres mis en équivalence | | | | |
| Dépréciations titres de participation | | 1 150 | | 1 150 |
| Dépréciations autres immobilis. financières | | | | |
| Dépréciations stocks et en cours | 1 239 664 | | 188 925 | 1 050 739 |
| Dépréciations comptes clients | 3 847 113 | 102 996 | 215 994 | 3 734 115 |
| Autres dépréciations | | | | |
| DEPRECIATIONS | 5 727 062 | 104 146 | 404 919 | 5 426 289 |
| TOTAL GENERAL | 9 228 338 | 470 947 | 1 059 488 | 8 639 797 |
| Dotations et reprises d'exploitation | | 345 285 | 1 039 397 | |
| Dotations et reprises financières | | 12 039 | 20 091 | |
| Dotations et reprises exceptionnelles | | 113 623 | | |
| Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice | | | | |

| ETAT DES CREANCES | Montant brut | 1 an au plus | plus d'un an |
|---|-------------------|-------------------|------------------|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | 918 485 | 24 343 | 894 142 |
| Autres immobilisations financières | 149 082 | | 149 082 |
| Clients douteux ou litigieux | 336 589 | 336 589 | |
| Autres créances clients | 13 703 818 | 13 703 818 | |
| Créance représentative de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 38 055 | 38 055 | |
| Sécurité Sociale et autres organismes sociaux | 72 729 | 72 729 | |
| Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices | 200 000 | 200 000 | |
| Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée | 303 001 | 303 001 | |
| Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés | | | |
| Etat, autres collectivités : créances diverses | 10 579 | 10 579 | |
| Groupe et associés | 18 475 695 | 18 475 695 | |
| Débiteurs divers | 703 492 | 703 492 | |
| Charges constatées d'avance | 491 318 | 491 318 | |
| TOTAL GENERAL | 35 402 843 | 34 359 619 | 1 043 224 |
| Montant des prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice | | | |
| Prêts et avances consentis aux associés | | | |

| ETAT DES DETTES | Montant brut | 1 an au plus | plus d'1 an,-5 ans | plus de 5 ans |
|---|-------------------|-------------------|--------------------|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine | 10 518 930 | 10 071 429 | 447 501 | |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 4 547 749 | 4 547 749 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 2 899 474 | 2 899 474 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 1 949 123 | 1 949 123 | | |
| Etat : impôt sur les bénéfices | 215 | 215 | | |
| Etat : taxe sur la valeur ajoutée | 1 065 518 | 1 065 518 | | |
| Etat : obligations cautionnées | | | | |
| Etat : autres impôts, taxes et assimilés | 331 699 | 331 699 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | 14 020 | 14 020 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | 1 238 842 | 1 238 842 | | |
| TOTAL GENERAL | 22 565 570 | 22 118 069 | 447 501 | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 10 518 930 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 157 091 | | | |
| Emprunts, dettes contractés auprès d'associés | | | | |

| Compte | Libellé | 31/03/2021 | 31/03/2020 | Ecart |
|---|--------------------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|
| Dettes Fournisseurs et comptes rattachés | | | | |
| 40810000 | FOURNISSEURS -FRES NON PARVENU | 648 419,31 | 657 383,45 - | 8 964,14 |
| 40820000 | FNP NON COLLECTIF | 570 293,76 | 1 473 796,21 - | 903 502,45 |
| 40823000 | FNP NON COLLECTIF THAILANDE | 1 417,18 | 1 511,14 - | 93,96 |
| Total Dettes Fournisseurs et comptes rattachés | | 1 220 130,25 | 2 132 690,80 - | 912 560,55 |
| Autres dettes | | | | |
| 41982000 | CLIENTS - AVOIRS A ETABLIR NC | 536 000,00 | - | 536 000,00 |
| Total Autres dettes | | 536 000,00 | - | 536 000,00 |
| Dettes fiscales et sociales | | | | |
| 42800000 | PERSONNEL CH.A PAYER-PDT A REC | 52 707,81 | 69 235,03 - | 16 527,22 |
| 42820000 | CONGES A PAYER | 1 001 716,76 | 1 107 972,65 - | 106 255,89 |
| 42830000 | PROVISION JRRT | 41 897,79 | 2 618,76 | 39 279,03 |
| 42831000 | PROVISION COMPTE EPARGNE TEMPS | 586 925,43 | 753 303,59 - | 166 378,16 |
| 42840000 | PROV POUR PARTICIPATION | 350 530,00 | 383 579,42 - | 33 049,42 |
| 42861000 | INTERESSEMENT SALARIES | 311 470,00 | 216 993,83 | 94 476,17 |
| 42868000 | PROV.PRIMES A PAYER | 240 678,72 | 248 918,22 - | 8 239,50 |
| 42869000 | PROV.PRIMES ENCADREMENT | 286 300,87 | 398 006,30 - | 111 705,43 |
| 43820000 | CH. SOC. S/ PROV CONGES PAYE | 510 875,55 | 565 066,14 - | 54 190,59 |
| 43830000 | CHARGES SOC.S/JRTT | 21 367,87 | 1 624,59 | 19 743,28 |
| 43831000 | CH SOCIALES / PROV CET | 299 331,97 | 384 184,83 - | 84 852,86 |
| 43850000 | PROV FORFAIT SOCIAL | 132 000,00 | 120 114,65 | 11 885,35 |
| 43860000 | ORGANISMES SOCIAUX CHARGES A P | 20 387,43 | - | 20 387,43 |
| 43860105 | ORG SOCIAUX CH. A P THAILANDE | 42,92 | 43,59 - | 0,67 |
| 43860300 | CONTRIBUTION LOGEMENT | 53 587,88 | 67 033,10 - | 13 445,22 |
| 43868000 | CH.SOCIALES/PRIMES A PAYER | 267 439,89 | 301 798,64 - | 34 358,75 |
| 44860000 | ETAT - AUTRES CHARGES PAYER | 266 749,00 | 207 610,00 | 59 139,00 |
| 44863000 | ETAT- FRAIS.A PAYER THAILANDE | 1 298,99 | 333,50 | 965,49 |
| Total Dettes fiscales et sociales | | 4 445 308,88 | 4 828 436,84 - | 383 127,96 |
| TOTAL CHARGES A PAYER | | 6 201 439,13 | 6 961 127,64 - | 1 295 688,51 |

| Compte | Libellé | 31/03/2021 | 31/03/2020 | Ecart |
|--|-----------------------------|----------------------|----------------------|-------------------|
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | | | | |
| 48600000 | CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 489 890,05 | 551 022,64 | -61 132,59 |
| 48600105 | CHARGES D'AVANCE THAILANDE | 1 428,28 | 2 805,30 | -1 377,02 |
| TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | | 491 318,33 | 553 827,94 | -62 509,61 |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | | | | |
| 48700000 | PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | -1 238 842,36 | -1 562 089,68 | 323 247,32 |
| TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | | -1 238 842,36 | -1 562 089,68 | 323 247,32 |

| Compte | Libellé | 31/03/2021 | 31/03/2020 | Ecart |
|---|--------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Clients et comptes rattachés | | | | |
| 41810000 | CLIENTS FACTURES A ETABLIR | 555 327,40 | 1 124 872,50 | - 569 545,10 |
| 41810105 | CLIENTS FAE THAILANDE | - | 197 107,18 | - 197 107,18 |
| 41820000 | CLIENTS - PRODUITS A RECEVOIR | 232 433,15 | 110 040,00 | 122 393,15 |
| Total Clients et comptes rattachés | | 787 760,55 | 1 432 019,68 | - 644 259,13 |
| Autres créances | | | | |
| 40980000 | FOURNISSEUR - AVOIR A RECEVOIR | 438 787,97 | 70 527,13 | 368 260,84 |
| 40982000 | FRS - AVOIRS A RECEVOIR NC | 124 000,00 | - | 124 000,00 |
| 43810000 | CH. SOC. SUR CHOMAGE PARTIEL | 12 197,77 | - | |
| 43860100 | FORMATION CONTINUE | 34 129,95 | 40 924,35 | |
| 43860200 | TAXE APPRENTISSAGE | 18 492,09 | 22 492,18 | |
| 43870000 | ORGANISMES A RECEVOIR | 7 908,98 | 17 966,61 | |
| 45580000 | ASSOCIES - INTERETS COURUS | 113 489,43 | - | |
| 46870000 | DIVERS PRODUITS A RECEVOIR | 116 880,73 | 287 792,00 | |
| Total autres créances | | 865 886,92 | 403 769,05 | 492 260,84 |
| TOTAL PRODUITS A RECEVOIR | | 1 653 647,47 | 1 835 788,73 | - 151 998,29 |

Chiffre d'affaires

Répartition par marché géographique

| | Solde au 31/03/2021 |
|---------------------------------|------------------------|
| CA réalisé en France | 19 580 427 |
| CA réalisé à l'Etranger | 11 293 426 |
| Total chiffre d'affaires | 30 873 853 |

Charges et produits d'exploitation et financiers

Transferts de charges d'exploitation et financières

| | Exploitation | Financier |
|--|----------------|-----------|
| 79100000 TRANSFERT DE CHARGES D'EXPLOITATION | 392 399 | |
| 79105000 REMBOURSEMENT ASSURANCE | 1 659 | |
| Total | 394 057 | - |

Autres informations

Effectif

Effectif présent au 31/03/2021 :

- Statut cadre : 125 personnes
- Statut non cadre : 101 personnes

| Rubriques | Terrains | Constructions | Matériel outillage | Autres immobilisations | Total |
|----------------------------------|----------|---------------|--------------------|------------------------|----------------|
| VALEUR D'ORIGINE | | | | 357 831 | 357 831 |
| AMORTISSEMENTS | | | | | |
| Cumul exercices antérieurs | | | | 105 289 | 105 289 |
| Exercice en cours | | | | 102 720 | 102 720 |
| TOTAL | | | | 208 009 | 208 009 |
| VALEUR NETTE | | | | 149 822 | 149 822 |
| REDEVANCES PAYEES | | | | | |
| Cumul exercices antérieurs | | | | 114 050 | 114 050 |
| Exercice en cours | | | | 96 389 | 96 389 |
| TOTAL | | | | 210 439 | 210 439 |
| REDEVANCES A PAYER | | | | | |
| A un an au plus | | | | 76 821 | 76 821 |
| A plus d'un an et moins de 5 ans | | | | 72 448 | 72 448 |
| A plus de cinq ans | | | | | |
| TOTAL | | | | 149 269 | 149 269 |
| VALEUR RESIDUELLE | | | | | |
| Montant pris en charge ds exerc. | | | | 96 389 | 96 389 |

| Engagements donnés | | | | | | |
|---|----------------|--------------|----------|----------------|--------------------------|----------------|
| Catégories d'engagements | Total | Au profit de | | | | |
| | | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |
| Garanties de bonne exécution ou de bonne fin. | 96 421 | | | | | 96 421 |
| Garanties de dispense de retenue de garantie. | 82 678 | | | | | 82 678 |
| Nantissements accordés. | 420 161 | | | | | 420 161 |
| TOTAL | 599 260 | | | | | 599 260 |

| Engagements reçus | | | | | | |
|-----------------------------------|------------------|--------------|----------|----------------|--------------------------|------------------|
| Catégories d'engagements | Total | Accordés par | | | | |
| | | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |
| Lignes de découvert non utilisées | 1 150 | | | | | 1 150 |
| Part garantie par l'Etat du PGE | 9 000 000 | | | | | 9 000 000 |
| TOTAL | 9 001 150 | | | | | 9 001 150 |

| Engagements réciproques | | | | | | |
|--------------------------|-------|------------|----------|----------------|--------------------------|--------|
| Catégories d'engagements | Total | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |
| TOTAL | | | | | | |